

Zeitschrift: Théologie et philosophie : compte-rendu des principales publications scientifiques à l'étranger
Band: 3 (1870)

Artikel: La théologie de Leibniz. Partie 2
Autor: Dufour, J. J. / Pichler, A.
Kapitel: VII: Tentatives de rapprochement entre les églises
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-379109>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

S'il est des hommes qui ne voient la vérité que dans des extrêmes, nous ne sommes pas forcés de croire que Dieu ait réglé toutes choses selon leurs principes. (*Systema*).

Leibniz était disposé à admettre la doctrine du limbe des enfants ; il repoussait, en tout cas, celle de leur damnation.

La spiritualité avec laquelle il traite le sujet des peines éternelles se retrouve dans sa manière de parler des récompenses célestes. Il s'exprime avec élévation et profondeur sur la vision béatifique de la divinité.

Quoiqu'il ait proclamé plusieurs des principes sur lesquels repose l'idée d'un rétablissement final, on ne peut affirmer, avec quelques auteurs, qu'il l'ait réellement admise. Elle devait se retrouver dans un poème intitulé *Urania*, dont il a laissé le plan ; mais, de son propre aveu, cette fiction n'avait pas un but dogmatique.

Il repoussait les opinions millénaires, les trouvant en opposition avec l'idée toute céleste que l'Apocalypse nous donne de la nouvelle Jérusalem. Enfin il n'hésitait pas à reconnaître des anthropomorphismes dans quelques passages scripturaires dont la valeur parénétique est immense, mais dont l'intention n'est pas dogmatique. Le jugement dernier était à ses yeux la connaissance que l'homme reçoit de son sort final au moment de la résurrection. Les dialogues entre le Fils de l'homme, les élus et les réprouvés, lui paraissaient avoir quelque chose de fictif dans leurs péripéties et leurs effets de surprise.

VII. Tentatives de rapprochement entre les églises.

§ 1. *Motifs et but de Leibniz dans ses travaux iréniques.*

Correspondance avec Bossuet.

Quelques auteurs n'ont pas cru devoir prendre au sérieux l'œuvre de conciliation poursuivie par l'illustre métaphysicien. Ils n'y ont vu que prudence diplomatique, curiosité savante, neutralité de philosophe. Nous regardons cette appréciation comme erronée. Leibniz était mu par un patriotisme ardent et par une piété aussi sérieuse qu'intelligente. Il croyait au grand

rôle de la vérité religieuse dans l'histoire du monde ; il s'affligeait en voyant que de fausses notions sur l'église et le christianisme avaient divisé l'Europe et affaibli l'Allemagne ; il ne désespérait pas de tout remède. Il sentait qu'il y avait là une grande œuvre, où le concours de tous était nécessaire ; il y apportait le sentiment de sa responsabilité personnelle, sa bonne volonté et ses talents.

Ceux qui ont contesté la sincérité et la religiosité de ses motifs se sont demandé comment les pieuses dispositions que nous lui prêtons sans arrière-pensée peuvent se concilier avec la négligence notoire qu'il apportait dans la pratique des devoirs dits de dévotion. L'objection est plus spécieuse que profonde. Quand un homme d'élite ne trouve pas la satisfaction de ses besoins spirituels dans les églises qui sont à côté de lui, quand d'autre part il fait loyalement profession d'indépendance confessionnelle, son absence dans les lieux de culte peut être attribuée à un sentiment qui est précisément le contraire de l'impiété. Il n'est pas besoin d'être un Leibniz pour trouver plus d'édification dans la retraite du cabinet qu'à des prédications de controverse telles que celles qui étaient à la mode, au XVII^{me} siècle, dans les églises luthériennes. — Mais, dit-on, il allait jusqu'à s'abstenir de la cène. — Soit ; on devrait cependant se rappeler qu'il y avait là-dessous un motif de conscience qu'il dérobaît au public et qu'avaient respecté des ecclésiastiques auxquels il s'était ouvert. Bien que la tombe garde ce secret, il ne nous semble pas entièrement impénétrable. La participation à la cène, dans toute église, est un gage très avancé de sympathie pour ses principes. Leibniz, qui s'était prononcé très hautement sur les déficits qu'il reprochait au luthéranisme, ne pouvait communier dans une église luthérienne sans paraître en quelque sorte faire de la dévotion à la légère. L'attitude expectante qu'il prenait à huis ouverts l'appelait très consciencieusement à se tenir à l'écart des deux cultes qu'il voulait rapprocher. Dans l'ignorance où nous sommes sur ce qui concerne le dernier mot de la question, cette explication vaut certainement mieux qu'une imputation vulgaire d'impiété ou de neutralité égoïste.

Un seul trait suffit d'ailleurs pour montrer sa sincérité. Il n'a

pas abjuré, quoique l'intérêt lui traçât ce parti comme le plus naturel de tous dans sa position, et que son système religieux fût tel qu'il le fallait pour que l'abjuration lui fût possible sans déshonneur et sans scandale. Il n'a pas abjuré, quoiqu'il eût ait son entrée dans le monde au milieu de protecteurs catholiques, et que les circonstances ultérieures de sa vie eussent prolongé la tentation sous toutes les formes. Ni l'amitié d'un Boinebourg, ni l'influence d'un Valembourg, ni la faveur souveraine d'un Ernest de Hesse, ni l'ascendant austère d'un Arnould, ni les flatteries d'un Pellisson, ni le prestige d'un Bossuet, ni l'ardeur de prosélytisme déployée par M^{me} Brinon, ni les séductions brillantes de la France, ni les intérêts politiques qui le rattachaient à l'Autriche ne purent lui faire déposer son attitude de neutralité ferme et de protestation indépendante, alors même que la tendance de ses études et la préoccupation constante d'un grand but l'appelait à porter ses regards sur les imperfections du système confessionnel auquel il était rattaché par la naissance, et sur les moyens de se rallier consciencieusement avec tous ses compatriotes à l'église que ses ancêtres avaient quittée. L'homme dont l'histoire présente un phénomène aussi exceptionnel ne peut mériter le reproche d'avoir manqué de sérieux dans sa carrière religieuse.

Il n'abjura pas, parce que derrière toutes les questions de compromis avec Rome se posait l'ancien dilemme du protestantisme : parole de l'homme ou Parole de Dieu. Il fut fidèle à sa conscience en gardant indéfiniment une position expectante, qu'il eût joyeusement quittée si le catholicisme eût franchement reconnu que la Parole de Dieu est au-dessus des canons de Trente.

Rien ne nous montre mieux sa droiture et sa pénétration que l'impossibilité où il se vit toujours de s'entendre avec Bossuet. De l'*Exposition* au *Systema theologicum*, il semblait qu'il n'y eût qu'un pas. Si Leibniz ne put jamais le franchir, c'est qu'il y voyait un abîme.

Il n'avait pu méconnaître dans l'apparente modération de l'évêque de Meaux, et généralement dans le gallicanisme, une tactique se rapportant non pas à l'union de l'église de Christ,

mais aux intérêts d'un despotisme sacerdotal toujours le même. La publication de l'*Exposition* avait préludé aux dragonnades ; celle des *Variations* à la révocation de l'édit de Nantes. Le libéralisme de la déclaration du clergé était plus apparent que réel ; la vraie pensée de ce manifeste était despotique, il s'agissait seulement d'un partage d'autorité entre Louis XIV et Innocent XI. C'était pour les intérêts de la politique française, non pour ceux de l'épiscopat chrétien, encore moins pour les libertés des églises, que les gallicans avaient travaillé. Leibniz ne voyait pas plus de largeur dans ce parti que dans l'autre. Les jansénistes eux-mêmes étaient aussi intolérants que les jésuites dès qu'il s'agissait d'accueillir des chrétiens résistant à l'arbitraire. Arnauld avait justifié les atrocités de la persécution des Cévennes par des sophismes dignes d'un inquisiteur. Les seuls catholiques français dans lesquels on eût trouvé quelque justice envers leurs adversaires, les Poiret, les Richard Simon n'étaient pas consultés dans les grandes questions ecclésiastiques.

La correspondance de Leibniz et de Bossuet dura vingt-quatre ans, en comprenant dans ce laps de temps de longues phases d'interruption. Ces deux hommes n'avaient pas tardé à se déplaire mutuellement. Leibniz avait vu dès l'origine qu'il avait affaire moins avec le théologien qu'avec le prêtre. Bossuet, de son côté, était visiblement résolu à ne rien apprendre d'un protestant, fût-il le génie le plus universel de son siècle. Il eût trouvé sans doute quelque satisfaction de vanité à le regarder comme son catéchumène et à l'employer ensuite comme instrument pour ramener l'Allemagne protestante dans le giron de l'église. Leibniz ne se prêtant pas à ce rôle, il n'y avait rien à faire de lui.

Bossuet lui avait envoyé l'*Exposition de la foi catholique*, en y joignant le bref pontifical qui en déclarait le contenu suffisant. Leibniz s'était réjoui de cette dernière concession, dont il pouvait tirer un grand parti si elle était sincère. Une correspondance ultérieure lui prouva qu'il n'y avait là qu'une amorce. Les doctrines de l'*Exposition* étant admises comme suffisantes, l'équité voulait que la discussion fût permise sur les abus ecclésiastiques que ce livre s'abstenait de justifier. Bossuet évitait

tout avoué sur ces sujets. Là se trouvait la différence capitale entre l'*Exposition* et un écrit célèbre de la même époque, destiné aussi à réconcilier avec Rome des protestants retenus par des scrupules sérieux ; nous voulons parler du *Catholique discret*, ouvrage du landgrave Ernest. Le prince allemand n'avait rien dissimulé des plaies de son église, croyant que la cause du catholicisme n'avait rien à gagner à s'allier à celle de l'immoralité et du mensonge. Le prélat français semblait penser autrement, et estimer avoir assez fait en jetant de la poudre aux yeux pour donner au catholicisme de son temps toutes les apparences possibles de largeur et de spiritualité.

Leibniz avait démasqué le grand sophisme caché dans l'*Exposition*. Comme apologie du catholicisme officiel devant les scrupules de la piété puritaine, ce manifeste renfermait des idées qui concordaient avec celles du *Systema*. Mais défendre une église contre des accusations exagérées et imposer son autorité comme infaillible et absolue, sont deux choses distinctes. Bossuet se plaisait à les confondre pour extorquer la soumission de ceux qu'il avait convaincus d'exagération dans leurs scrupules et d'injustice dans leurs attaques. Ce piège, qui avait surpris la conscience de bien des protestants, penseurs médiocres, n'était pas assez bien caché pour échapper à la clairvoyance de Leibniz. « Tout ce qui est tolérable, » répondait-il, « n'est pas véritable, et tout ce qui est véritable n'est pas toujours nécessaire. On n'est point obligé de suivre toute doctrine qu'on peut excuser. »

Bossuet laissait des années entières s'écouler avant de répondre aux lettres les plus importantes de Leibniz, et ne prenait la plume que lorsqu'il était mis en demeure de s'expliquer. Il en usait de même pour toutes les communications analogues. Il n'ouvrait pas les mémoires présentés par les théologiens du Hanovre à Spinola, et les laissait dans la poussière de sa bibliothèque ; il ne daignait pas lire la savante histoire du protestantisme allemand de Seckendorff, pensant apparemment que si elle était bonne, elle était superflue depuis qu'il avait écrit les *Variations*, et que si elle était en contradiction avec ce livre fameux, elle ne méritait pas d'être consultée.

Il aurait indéfiniment conservé cette attitude dédaigneuse, sans l'ardeur dévorante qui poussait M^{me} de Brinon à le stimuler. Cette dévote célèbre se croyait appelée du ciel à faire rentrer dans le bercail les luthériens égarés, et voyait dans Leibniz les prémices futures de cette moisson désirée. Elle l'invitait onctueusement à se jeter dans les bras du pape, comme l'enfant prodigue. Leibniz se mettait en frais d'érudition pour lui répondre, non qu'il oubliât que sa forte théologie passait par-dessus la tête de sa correspondante ; mais il savait que tout ce qu'il écrivait arrivait sous les yeux de Bossuet. Grâce à cette persévérance, il reçut en 1699, au bout d'un silence de cinq ans, une lettre de l'illustre évêque. Toutefois Bossuet n'eut pas à se féliciter d'avoir renouvelé le débat interrompu.

En effet, Leibniz l'avait mis sur le terrain brûlant de la politique, et les récentes injustices de Louis XIV ne pouvaient être palliées par le plus éloquent avocat. Bossuet dut abandonner la discussion et s'en tenir à ses allures autoritaires et tranchantes. S'en remettant au Dieu qui touche les cœurs, il se lavait les mains de son insuccès auprès d'un prosélyte récalcitrant.

L'œuvre que Bossuet abandonnait fut reprise par des hommes auxquels la bonne volonté ne manquait pas. Pleins de reconnaissance pour celui qui les avait si bien défendus dans leurs affaires de Chine, les jésuites voulaient le payer de retour en le conduisant au salut. Ils lui exprimaient leur affliction au sujet de son obstination à rester hors de l'église qui seule peut sauver ; ils lui conseillaient de chercher la vérité. Sans s'impatienter de leurs obsessions, Leibniz les assurait qu'il avait suivi leur recommandation bienveillante, avant d'avoir eu l'occasion de les en remercier.

Tout cela ne s'accorde guère avec le jugement des écrivains qui voient dans Leibniz un de ces hommes médiocrement religieux, et disposés à acheter l'union extérieure de l'église au prix de convictions profondes. Dans toute sa correspondance avec les catholiques éminents, nous trouvons en lui un chrétien sérieux demandant comme préliminaire indispensable de paix que le dogme biblique soit proclamé critère souverain de toute

doctrine, de toute institution, de toute pratique autorisée dans l'église. En conséquence de ces principes, on le vit toujours considérer Luther comme un bienfaiteur du genre humain et se rallier à ses doctrines, tout en faisant des réserves sur l'appréciation de ses actes. Il applaudissait aux abjurations de catholiques quand il y voyait la seule issue ménagée à des convictions sérieuses gênées par le despotisme sacerdotal.

Lorsque l'on invite un homme à se convertir, il est naturel de supposer que sa vie religieuse et morale laisse beaucoup à désirer. Chose remarquable, les correspondants catholiques de Leibniz, tous hommes sérieux, l'engageaient à se convertir, sans qu'un mot échappé de leur plume donnât à penser que sa piété personnelle ne fût pas au titre. Tel qu'il était, ils l'acceptaient et ne lui demandaient que de changer de drapeau. Cet éloge indirect n'a pas frappé tout le monde. Il semble même qu'il soit convenu de n'y pas faire attention. Dévots et libres penseurs sont d'accord pour parler de son indifférentisme comme d'une chose reconnue. Et cependant ses paroles et ses actes témoignent contre cette inculpation. Parmi les premières, nous pourrions citer bien des révélations de sa pensée intime sur le mépris qu'il éprouvait pour une morale sans fondement religieux, sur le sentiment qu'il avait de sa responsabilité devant Dieu, sur son indépendance par rapport aux jugements des hommes. Quant à ses actes, il n'ont pas démenti, dans leur ensemble, ces sentiments élevés.

§ 2. *Espérances de transaction en Allemagne. — Faits ultérieurs.*

Ce n'était point en utopiste que Leibniz participait à des tentatives d'union que des hommes politiques prenaient eux-mêmes au sérieux. Il ne se dissimulait pas l'improbabilité d'un résultat heureux, mais tant qu'il ne le croyait pas absolument chimérique, il estimait qu'il était de son devoir de travailler à l'amener. « Celui qui ne veut commencer que lorsque tout est fait, disait-il, risque le plus souvent de ne rien faire. »

On ne s'étonnera donc point qu'il ait suivi avec le plus grand intérêt l'œuvre de réconciliation tentée du côté du catholicisme

par le cardinal Spinola dans sa mission auprès des cours protestantes de l'Allemagne, et qu'il ait cherché à mettre en avant un programme plus acceptable que celui du négociateur ultramontain. Les circonstances, sans être réjouissantes, pouvaient autoriser quelque espoir.

Ce qu'il avait vu à la cour de Mayence lui avait montré que le catholicisme souffrait intérieurement d'un affaiblissement incurable. Si les théologiens y parlaient d'infailibilité, d'autorité salubre, les diplomates sentaient que l'ère des guerres de religion était close, et leur persuasion était partagée à Rome. L'Allemagne entière éprouvait le besoin de paix et ne pouvait le satisfaire qu'en ôtant tout prétexte à l'intervention de la France. Pour cela il fallait une sage réglementation des intérêts confessionnels et beaucoup de concessions réciproques.

En fait d'états protestants, le Hanovre avait inauguré une politique religieuse conforme aux idées de Leibniz. Les états catholiques ne regimbaient pas contre toute pensée conciliante. Le mot de synode avait été prononcé. La cour de Vienne, sans avoir osé s'en emparer, avait consenti à des conférences préliminaires.

Ces conférences, tenues surtout en Hanovre, commencèrent en 1683, à l'occasion de la mission de Spinola. Leibniz s'était d'abord tenu à l'écart. Le cardinal ne lui inspirait pas beaucoup de confiance. D'autre part, il déplorait cette tendance systématique qui portait les catholiques à commencer par les points de divergence, en évitant de constater l'existence d'un terrain commun. Il pensait que si toutes ces tentatives de conciliation devaient aboutir à quelque chose d'heureux, ce ne serait que grâce à la sagesse des princes.

L'attitude de Rome était inquiétante. Elle ne tenait compte des concessions des protestants que pour s'en prévaloir contre eux. La révocation de l'édit de Nantes et les persécutions exercées en Hongrie avaient été sa réponse aux gages de tolérance donnés par le Hanovre et le Brandebourg. Des catholiques loyaux tels que le landgrave Ernest en étaient indignés, mais on les forçait de parler bas.

C'est dans l'année 1687, ou dans le commencement de la sui-

vante, que nous croyons devoir placer la composition du *Systema*, projet de compromis destiné vraisemblablement à être connu à la cour de Vienne. A cette époque Leibniz multipliait les démarches dont il pouvait attendre quelque chose. Mais ses espérances s'évanouissaient à mesure qu'il apprenait à connaître Rome. Il pouvait se décourager, car, si conciliant qu'il fût, des catholiques modérés repoussaient vivement ses idées. Son auguste ami, le même landgrave Ernest que nous avons souvent cité dans cette étude, craignait que son syncrétisme ne fût fatal à la partie de la chrétienté qui n'avait pas fait naufrage avec Luther ; il ne croyait l'union possible que si les protestants se rendaient au Vatican la hart au col.

Si Leibniz avait attendu quelque chose de l'intelligence d'Innocent XI, il eut lieu de déplorer l'indifférence de ses trois successeurs pour les grands intérêts de l'Allemagne. Que pouvait-il espérer d'eux ? Les intérêts de leur despotisme leur étaient plus précieux que ceux des âmes, au point de vue le plus catholique. Pour se donner la satisfaction de déplaire aux gallicans, ils laissaient des diocèses sans conducteurs spirituels.

L'empereur Léopold désirait l'union. Dans cette pensée, il eût voulu voir à la tête de la chrétienté un pape fort. Louis XIV voulait un pape faible. Peu lui importait que les abus s'invétérassent, pourvu que sa politique ne fût pas contrecarrée. Il était intéressé au maintien du schisme en Allemagne ; Leibniz ne l'ignorait pas. Aussi pensons-nous que le vrai but de sa correspondance avec Bossuet était de vaincre l'obstacle que l'union rencontrait dans la politique française.

Pendant les dix années écoulées entre la rédaction du *Systema* et celle du projet d'union (1688-1698), l'horizon s'était singulièrement obscurci pour les protestants d'Allemagne. L'électeur de Saxe avait abjuré ; la paix de Ryswick avait porté atteinte aux droits qui leur étaient reconnus par celle de Westphalie. Des catholiques souffraient de cette humiliation qui les froissaient dans leurs sentiments patriotiques. Leibniz pouvait espérer que ces derniers seraient favorables à son projet. Il ne se trompait pas. Ses idées furent, un moment, bien accueillies

à Vienne. L'évêque de Neustadt l'encourageait, et grâce à l'appui du nonce Davia, cette pièce célèbre parvint à la connaissance du pape. Toutefois il ne reçut pas de réponse de ce dernier.

L'électeur de Hanovre le remercia sincèrement. L'empereur Léopold écrivit à Rome le 16 février 1701, que le moment ne devait pas être négligé, que les protestants n'avaient jamais été plus rapprochés du catholicisme, et il demanda des conférences tenues dans le plus grand secret. Il est probable que Leibniz ne fut pas étranger à la rédaction de cette lettre. Cette recommandation de secret rentrait particulièrement dans ses vues. Il avait peur que des protestants, prêts à se servir du pape contre Louis XIV, ne se refroidissent à la pensée d'un rapprochement religieux ; la plus grande prudence était nécessaire.

La guerre de succession vint bientôt diriger d'un autre côté l'attention de la cour de Vienne.

Le projet d'union eut également à souffrir du revirement qui se produisit dans la politique de la maison de Hanovre, en matière confessionnelle, depuis que la dignité électorale lui fut assurée sans contestation, et surtout depuis qu'elle eut à donner des rois à l'Angleterre. Leibniz n'abandonna point pour cela son projet. Il se tourna du côté de la maison de Brunswick, qui penchait fortement pour l'Autriche et le catholicisme et donna des preuves de ses sympathies par des abjurations célèbres. Leibniz avait encouragé celle de la princesse Elisabeth, plus tard impératrice d'Allemagne. Il l'avait fait dans la pensée de travailler à l'union et en posant des réserves dont nous avons parlé plus haut. Il ne tarda pas à voir que Rome seule avait profité de cette condescendance politique. Quant à l'abjuration du vieux duc et des deux autres princesses, son influence n'y fut pour rien, et il déplora les manifestations de fanatisme dont ces événements furent l'occasion.

La bulle *Unigenitus* et le langage tenu par le clergé français à la mort de Louis XIV, lui montrèrent que l'ultramontanisme était irréconciliable. L'Allemagne catholique n'avait plus qu'à porter le joug. Ainsi que le remarquait le prince Eugène, la religion, qui doit unir les hommes, semblait réservée à une destination contraire sur le sol german.

Et cependant Leibniz ne se décourageait pas. Ses idées sur l'église universelle, repoussées en Italie, en France et en Allemagne, avaient pénétré jusqu'en Russie. elles répondaient à l'une des pensées les plus hautes de Pierre le Grand. Le tsar, qui voulait aussi un véritable concile œcuménique, comptait sur Leibniz pour préparer cette œuvre grandiose. La bonne volonté ne manquait pas au vétéran de cette cause. Mais il exprima des doutes sur la question d'opportunité et sur les moyens pratiques. C'était d'un concile œcuménique qu'il s'agissait. Or, pour qu'une assemblée méritât ce titre, il eût fallu la présence des évêques de Turquie et d'Asie mineure, et l'on ne pouvait espérer, en ce moment, que la Porte leur laissât toute liberté d'action. La guerre vint justifier les hésitations de Leibniz et retarder indéfiniment l'accomplissement de son désir le plus intime.

§ 3. *Travaux relatifs à l'union des églises protestantes entre elles.*

Un protestant qui portait l'esprit de paix jusqu'à projeter la réconciliation de toutes les églises ne pouvait être étranger à une espérance moins vaste et plus abordable, celle de voir les enfants de la réformation se rapprocher les uns des autres. Aussi devons-nous associer le nom de Leibniz à celui de Pufendorff, de Thomasius, de Conring et d'autres hommes éminents, que le patriotisme et la piété conduisaient à unir leurs efforts pour effacer toute ligne de démarcation entre les luthériens et les calvinistes. Il voyait avec peine que les stipulations du traité de Westphalie en faveur de ces derniers n'étaient pas respectées. La France, en particulier, n'avait rien négligé pour faire prévaloir sa politique de division et pour rendre les réformés allemands odieux à leurs compatriotes. Leibniz travailla à réconcilier le luthéranisme et le calvinisme, dans le même esprit qu'il avait déployé sur un plus vaste terrain. Théologien, il chercha la synthèse des doctrines respectives, et composa, dans ce but, son *Traité sur la prédestination* (1671). Diplomate, il ne négligea aucune occasion de montrer que l'union des protestants était réclamée par leurs intérêts et par ceux de l'empire.

Cette question n'était pas nouvelle pour les princes protestants. Elle avait souvent ému leur sollicitude. Mais, au commencement du siècle dernier, le Hanovre se croyait intéressé à la laisser de côté pour ne pas réveiller les susceptibilités de la France, et, quoique la Prusse eût fait un grand pas depuis qu'elle avait un souverain calviniste, son activité dans les réformes iréniques n'était pas à la hauteur de ses principes en matière de tolérance. Leibniz aurait voulu voir une entente s'établir entre les puissances protestantes de l'Europe sur les moyens d'obtenir une fusion ; mais il tenait compte des obstacles et, pour se borner aux mesures praticables, il écartait l'idée d'une conférence trop générale. L'on pouvait et l'on devait, pensait-il, réunir les grandes sommités théologiques du Hanovre, du Brunswick, du Brandebourg et de l'Angleterre, mais il fallait être prudent à l'endroit des Hollandais et des Suisses, trop prononcés contre le luthéranisme, et difficilement traitables.

Il fallait également certains ménagements avec les Saxons, sujets d'un roi catholique intéressé à exploiter leurs préventions théologiques et à diviser les protestants. En attendant une conférence modèle, Leibniz eut la satisfaction de voir se former le *collegium irenicum*, commission préliminaire et mixte, composée de cinq membres, dont deux réformés. Néanmoins l'œuvre n'avancait pas. Le dogmatisme luthérien et le puritanisme calviniste ne pouvaient trouver le vrai terrain de transaction, et l'épiscopat, dont on voulait faire un trait d'union, était une pierre d'achoppement. Le mariage du prince héritier de Prusse avec une princesse hanovrienne vint renouveler des pensées de rapprochement, mais un siècle devait s'écouler avant que l'union évangélique fût autre chose qu'une espérance. Ce succès tardif, et tellement posthume qu'il nous fait presque oublier Leibniz, sert à proclamer une grande leçon, c'est que dans une œuvre telle que celle qu'il avait entreprise, la bonne volonté, la science, l'impartialité, les efforts individuels les plus admirables ne peuvent rien contre les circonstances. Il faut l'action providentielle pour les conduire et pour faire mûrir avec elles les fruits dont elles s'obstinent à retarder la venue.

La réflexion toute naturelle qui se présente à nous à la fin d'un chapitre important de l'histoire de Leibniz, est au fond celle qui sert de conclusion à nos études sur sa théologie. Il l'avait faite lui-même, en remarquant qu'il travaillait pour la postérité. Une telle pensée est mélancolique pour ceux qui regardent au moment présent, encourageante pour ceux qui croient à l'avenir. A ce double titre, elle retrouve son opportunité dans notre siècle. Nous ne sommes pas de ceux qui regrettent que Leibniz ait cherché dans l'union religieuse le gage de la vraie paix politique. L'esprit public a pour condition l'accord des hommes sur ce qu'il y a de plus important dans la vie. Si le vent populaire ne souffle pas du côté de la religion, nous ne traiterons pas pour cela la religion de chimère : nous nous en prendrons à ceux qui, ayant pour mission de la faire aimer, l'ont compromise. Les temps que nous traversons justifient les principales prévisions de Leibniz. Il n'y a rien à espérer de l'ultramontanisme. Sa tutelle, insupportable jadis à un Boinebourg, l'est encore plus aux hommes d'état de notre siècle. Si les circonstances lui ont permis de se montrer toujours plus intolérant dans le domaine spirituel, où sa compétence devait nécessairement se circonscrire, là même sa tyrannie pèse à ceux qui s'obstinent à l'accepter. Il a réussi dans bien des réactions, il a si bien discipliné le clergé catholique qu'un Wessenberg et un Sailer sont impossibles. L'ivresse du triomphe lui a fait proclamer par un de ses principaux organes que les peuples latins sont aujourd'hui les seuls dépositaires de la civilisation et de la foi. Il est permis à des Allemands de penser d'une manière différente, et de rappeler les espérances que l'italien Sarpi rattachait à l'influence de leur pays pour le jour où la cause du catholicisme ne serait plus identifiée à celle d'un sacerdoce subalpin.

Tous les catholiques sont loin de souscrire aux 431 anathèmes du concile de Trente. En vain Rome veut-elle perfectionner cette œuvre d'intolérance et de fanatisme ; plusieurs de ceux que l'on mène s'associeront à cette pensée d'un prélat contemporain : « En tant que chrétiens, les protestants sont nos frères, en tant que protestants, ils sont pour nous une pierre à aiguiser. »

Les protestants, de leur côté, ne peuvent oublier que Leibniz n'a pas été le seul de leurs théologiens qui ait reconnu au catholicisme sa raison d'être. Cette pensée a été proclamée par Schleiermacher. Il ne s'agit pas plus de renverser le catholicisme comme une idolâtrie, que de se courber sous le joug des anathèmes : il faut rapprocher les églises sur un fondement indestructible.

La personne du Christ, c'est là ce fondement. Voilà le dogme que la théologie contemporaine est appelée à affirmer et à défendre.

Si l'on a demandé récemment à la philosophie française de se souvenir de Descartes pour ne pas sombrer contre les écueils du positivisme, nous demanderons à la philosophie allemande, pour des raisons semblables, de ne pas oublier Leibniz.

Quant au concile, nous le laisserons de côté, nous rappelant, avec l'auteur du *Systema*, que donner pour vrai ce qui ne l'est pas c'est servir la cause de l'athéisme, et nous nous résignerons à nous voir contester le titre de chrétien, s'il faut être ultramontain pour avoir le droit de le porter

J. J. DUFOUR, pasteur.
